

Seul le prononcé fait foi



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

Allocution

**Monique Barbut, Directrice générale et Présidente
Fonds pour l'environnement mondial**

**Stratégie pour la protection de la biodiversité dans le Bassin méditerranéen :
Atelier de renforcement des capacités pour la région
Séance d'ouverture officielle et de l'accueil des participants.**

Date : Le 18 janvier 2012

**Lieu : Hôtel de ville, Place de l'Hôtel de Ville-Georges-Frêche,
Montpellier, France**

Je vous remercie, Madame le maire, d'avoir bien voulu accueillir cette importante conférence dans votre belle ville.

La Méditerranée est réellement unique — tant parce qu'elle a été le théâtre principal d'une partie notable de l'histoire de l'humanité qu'en raison de sa contribution cruciale à la diversité biologique de notre planète. Je traiterai aujourd'hui de l'importance exceptionnelle de la Méditerranée dans les priorités mondiales en matière de biodiversité, des graves menaces auxquelles la diversité biologique sera confrontée à l'avenir, notamment par suite de l'intensification du processus d'urbanisation, et de certaines des actions que nous pouvons mener pour relever ces défis.

Parce qu'il se trouve à la jonction de trois continents, le bassin est source d'une très riche biodiversité. La Méditerranée compte 22 500 espèces de plantes, quatre fois plus que le nombre des plantes recensées dans tout le reste de l'Europe, et 52 % d'entre elles ne se trouvent nulle part ailleurs dans le monde. La mer Méditerranée est également un écosystème marin sensible, qui abrite plus de 17 000 espèces décrites, dont un tiers sont uniques au bassin. Les aliments marins sont un élément essentiel de la vie de la région depuis la Préhistoire et constituent actuellement une

partie fondamentale du régime méditerranéen » dont les bienfaits sont reconnus dans le monde entier. Enfin, le tourisme international, attiré par les paysages spectaculaires et la remarquable diversité biologique de la région, contribue pour 30 % à l'économie des côtes méditerranéennes.

Malgré l'importance cruciale que revêt la Méditerranée pour la biodiversité mondiale, les défis auxquels elle se trouve confrontée sont considérables ; certains tiennent à son histoire – elle est l'une des zones de peuplements humains les plus anciennes de la planète— tandis que d'autres, tels que l'urbanisation croissante, sont des menaces pour l'avenir.

Les paysages actuels de la Méditerranée sont le produit direct de la coévolution des systèmes humains et naturels. Les stratégies habituellement utilisées dans d'autres parties du monde pour préserver la biodiversité terrestre, qui donnent lieu, notamment, à la protection de certaines zones vierges, ne permettront donc pas, à elles seules, de résoudre les problèmes du bassin. Certes, de nombreux pays de la région ont mis en place des systèmes de zones protégées qui constituent l'ossature des programmes de préservation et qui sont, dans bien des cas, financés par le Fonds pour l'environnement mondial. En raison du caractère unique des habitats

qu'elles contiennent, les zones protégées deviendront de plus en plus précieuses au fil des ans. Toutefois, selon les estimations, moins de 2 % des terres de la région sont actuellement vierges, et moins de 20 % des superficies restent non cultivées, dans un état semi-naturel. Il est par conséquent nécessaire de poursuivre des stratégies intégrées couvrant tous les modes d'utilisation des sols.

La situation sur le littoral et en mer n'est pas aussi dramatique que dans les terres, mais elle reste grave. L'exploitation des espèces marines, la pollution, l'eutrophisation, l'érosion du littoral et la perte de zones humides côtières comptent parmi les menaces d'origine humaine auxquelles sont exposées aussi bien les espèces endémiques que celles dont les populations tirent leur subsistance. Il est donc crucial d'élargir la superficie des zones marines gérées, qui sont essentielles pour restaurer les pêches, en particulier le long des côtes sud et est du bassin.

En raison des interactions entre les processus naturels et ceux qui sont d'origine humaine dans le bassin méditerranéen, les populations devront jouer un rôle central dans toute stratégie de promotion de biodiversité pour en assurer la viabilité, et il sera primordial de gérer les zones terrestres et marines de manière active.

Nos investissements dans la région ont été importants et le dernier en date le Programme MED pour un développement durable nous a permis de mobiliser plus de 700 millions de cofinancement pour couvrir le coût partiel de la dégradation de l'environnement estimé à 4,8% du PIB.

Ce programme a permis de mettre en place une gouvernance originale qui associe les principaux acteurs économiques et en particulier les communautés urbaines.

Ce qui m'amène maintenant à la question des villes. Dans le bassin méditerranéen, les taux d'urbanisation dépassent maintenant 65 %, et la majorité des centres urbains se trouvent sur les côtes. Comme nous le voyons ici, et comme en témoignent des centaines d'initiatives financées par le FEM, la poursuite de pratiques de gestion durable des sols et des mers peut avoir des impacts positifs directs sur les zones urbaines — en leur procurant de l'eau potable, en leur donnant accès aux pêches, en assurant la stabilité du littoral et en leur fournissant toute une gamme d'autres services des écosystèmes. Mais, de manière moins évidente, ce qui se passe dans les villes peut avoir un impact négatif sur les habitats naturels, la biodiversité et les flux de services des écosystèmes. À l'échelle mondiale, les villes occupent seulement 2 % de la superficie de la planète, mais elles sont responsables de 60 à 80 % de la consommation d'énergie et de 75 % des émissions de carbone. Il est donc crucial d'adopter des pratiques de gestion urbaine plus durables qui

peuvent réduire l'empreinte des villes sur l'environnement naturel — c'est-à-dire le volume de ressources terrestres et marines nécessaires à ces dernières. Les cités bâties sur les côtes méditerranéennes offrent des exemples manifestes de ce type de tension et de la nécessité d'y remédier.

Si rien n'est fait en ce domaine, les centres urbains pourraient devenir des trous noirs pour les ressources naturelles. En revanche, ils peuvent contribuer à atténuer les pressions les plus directes sur les habitats naturels en réduisant la densité de population dans les zones rurales. Nous n'avons pas encore réussi à déterminer comment résoudre cette équation, mais grâce à la rapide accumulation d'informations produites par les interventions financées par le FEM, nous savons que nous ne pouvons pas aborder ce problème en séparant et en isolant les éléments profondément imbriqués des terres, des côtes et des mers. Dans le cas de la Méditerranée, les modèles de viabilité devront être adaptés à toute la gamme des utilisations des sols, de l'eau douce et de la mer, pour créer un programme fondé sur les interdépendances actuelles.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre d'un effort d'une importance cruciale mené pour modifier notre conception des relations entre les villes et l'environnement naturel

de la région. En conclusion, je suggère de privilégier certains thèmes, qui sont des éléments essentiels d'une stratégie efficace de protection de la biodiversité pour le bassin méditerranéen, c'est-à-dire :

1. La nécessité de conserver ce que nous avons. Les zones protégées constituées dans le cadre des systèmes nationaux contribuent de manière cruciale à protéger une diversité biologique rare et menacée. Il importe de les gérer de manière plus efficace pour qu'elles puissent faire face aux menaces que commencent à poser les pressions exercées sur les terres et les ressources naturelles, notamment par suite du changement climatique.
2. La nécessité d'intégrer les paysages gérés par l'homme, notamment les villes et les terres agricoles, dans la stratégie de protection globale de la diversité biologique.
3. La nécessité de revoir la gestion des zones côtières et marines pour assurer des pêches plus saines et un littoral plus stable tout en étendant la superficie des zones marines gérées.
4. La nécessité d'examiner la manière dont les villes ont un impact sur l'utilisation de la biodiversité des zones terrestres et marines, et d'adopter des pratiques qui réduisent leur empreinte globale.

5. Et enfin, la nécessité de reconsidérer le développement durable de la Méditerranée dans l'optique de l'économie verte, en raison de l'interdépendance qui existe entre les recettes touristiques, les pêches et l'agriculture, la biodiversité et les services des écosystèmes. Ces liens ne sont probablement nulle part aussi étroits qu'en Méditerranée.

Je vous remercie, et j'attends avec intérêt de m'entretenir avec vous de ces questions.